

LA HAYE, le 1er Juillet 1950 à 13 heures  
 Recu le 1er à 19 heures 45.

N° 879-884

RESERVE

Priorité Absolue

Je me suis entretenu hier soir avec un des membres de la Délégation Néerlandaise qui se rend lundi à Paris. Il m'a confié que toute la journée avait été consacrée par ses collaborateurs et lui-même à la rédaction d'une note très détaillée sur de nombreux aspects du plan Schuman destiné à la réunion de cet après midi (mon télégramme 868-74).

Le Haut fonctionnaire néerlandais m'a confirmé comme je l'indiquais dans ma communication précitée qu'on était désormais convaincu à La Haye de la grande portée politique des propositions de Votre Excellence. Il y a là, m'a-t-il dit, en propres termes "une dernière chance pour l'Europe. En ce qui nous concerne, nous n'avons pas l'intention de la laisser échapper".

Mon interlocuteur ne m'a pas caché, d'autre part, combien le Premier Ministre se montrait pour sa part préoccupé de la question des salaires et de ses répercussions éventuelles sur le marché néerlandais du travail. M. Spierenburg m'avait déjà donné la même impression (mon télégramme n° 760).

L'expert néerlandais m'a par ailleurs révélé incidemment qu'un paragraphe spécial des instructions permanentes de la Délégation lui enjoignait de ne laisser passer aucune occasion de faciliter le retour éventuel des Britanniques, de les informer, de maintenir avec eux le contact, d'améliorer dans toute la mesure du possible la position dans laquelle le Gouvernement de Londres se trouve actuellement placé. Il a ajouté qu'il avait du reste prévu un repas

mardi prochain à Paris avec ses collègues anglais dont l'un est un de ses meilleurs amis.

Je note à ce propos qu'un chef de service important au Ministère Royal des Affaires Etrangères a déclaré tout récemment à quelqu'un qui me l'a rapporté que si l'on appréciait vivement à La Haye les données positives et constructives du plan Schuman, on n'en persistait pas moins à regretter la façon un peu soudaine dont le Gouvernement français aurait présenté son plan, sans donner à l'Angleterre suffisamment de temps pour l'étudier, allant jusqu'à laisser entendre que nous aurions en l'espèce manqué de doigté.

L'Ambassadeur d'Angleterre à La Haye, avec qui je suis au demeurant en excellents termes - depuis que nous nous sommes connus à Prague en 1945 - 1946 - m'a demandé l'autre jour de façon fort amicale pourquoi nous avions ainsi "pressé" son Gouvernement dont il trouvait néanmoins pour sa part l'attitude "maladroite". Il m'a été facile de répondre à Sir Philips Nichols. Il est possible toutefois que dans différents cercles hollandais il se soit sans entrer dans le fond du débat - plaint quelque peu d'un soit disant manque d'égard vis à vis de son pays.

En terminant, mon interlocuteur s'est demandé pourquoi le Gouvernement Français paraissait tellement désireux de maintenir le plan Schuman "tout à fait en dehors de l'OECE".

A La Haye, on ne comprenait pas cette réticence et l'on pensait qu'il y aurait tout avantage à accorder d'une manière ou d'une autre la nouvelle création envisagée à l'organisme de coopération économique déjà existant. Cela ne pourrait que rendre plus facile l'harmonisation des propositions françaises et de celles récemment mises en avant par M. Stikker, qui doivent être étudiées cette semaine par l'OECE./.

GARNIER

DIFFUSION

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
DU CONSEIL

M. PARODI  
M. CLAPPIER  
M. DE BOURBON BUSSET  
DUPLICATA